



RENTRÉE SCOLAIRE, RENTRÉE DES LUTTES !

C'est la rentrée du gouvernement...

Gabriel Attal, le tout nouveau ministre de l'éducation, commence la rentrée par interdire les abayas à l'école. Le gouvernement préfère parler de ça que des plus de 3000 postes de profs vacant-e-s. Ou bien des profs contractuel-le-s embauché-e-s sur le tard pour boucher les trous qui vont se retrouver catapulté-e-s devant les élèves sans aucune formation. Macron essaye de mentir comme il peut en assurant « qu'il y aura un prof devant chaque élève » à la rentrée. Mais on a vraiment du mal à le croire ! Des centaines de collèges et de lycées manquent de moyens, en particulier dans les quartiers populaires et les banlieues, et doivent accueillir des élèves dans des locaux insalubres. Mais non, ils ne parlent pas de tout ça...

L'extrême droite qui a la côte

Avec l'interdiction des abayas, le gouvernement fabrique une polémique raciste de plus et cible encore une fois les musulman-e-s ou celles et ceux qui sont supposé-e-s l'être. C'est une nouvelle main tendue à l'extrême droite qui sent bien qu'elle a le vent en poupe. Lors de la réunion entre Macron et les chefs des différents partis politiques, LR et le RN se sont empressés de proposer un référendum sur l'immigration que le président s'est bien gardé de refuser. Comme toujours lorsque la situation sociale est tendue, c'est en appuyant sur les stéréotypes racistes que la bourgeoisie cherche à conserver sa position, le seul privilège qui existe vraiment dans cette société. Le gouvernement a mis en place à cette rentrée le SNU, le service national universel, en prenant des lycées partenaires où le SNU sera obligatoire pour les élèves. Un service militaire et « républicain » de deux semaines qui rentre,

lui aussi, dans le programme de l'extrême droite, pour faire marcher la jeunesse au pas.

Non, l'apaisement n'a pas eu lieu

Les « 100 jours d'apaisement » décrétés par Macron pour pacifier la situation sociale une fois passée la réforme des retraites ont tourné au fiasco. Pendant des semaines, des millions de salarié-e-s et de jeunes avaient exprimé leur colère contre cette réforme et le monde qui va avec. Mais alors que Macron pensait calmer le jeu, c'est l'assassinat de Nahel qui a mis le feu aux poudres. Dans les quartiers populaires, une frange de la jeunesse populaire est entrée en révolte et s'est affrontée pendant plusieurs jours à la police et à tout l'ordre social qu'elle représente. Dès les premiers jours, la réponse du gouvernement a été des centaines puis des milliers d'arrestations qui ont frappé les jeunes révolté-e-s, avec de nombreux blessé-e-s et même un mort. Après la répression violente, la machine judiciaire a suivi avec des centaines de jeunes envoyé-e-s en prison pour avoir pris dans les supermarchés une canette ou de la lessive. Aujourd'hui encore, la répression continue, comme cette famille dans le Val d'Oise expulsée de son logement social après la participation d'un de ses membres aux émeutes.

Alors quand le gouvernement reprend à son compte les thèmes chers à l'extrême droite c'est bien parce qu'il mène déjà une partie de sa politique et qu'il en a désespérément besoin pour diviser tous celles et ceux qui ont bien des raisons de lutter contre ce système qui nous maintient tous et toutes la tête sous l'eau.

Face à ces offensives, à la jeunesse de s'organiser dès la rentrée pour reprendre les luttes là où on avait été arrêté-e-s !